

## Entretien avec Kamel Hamza – ANELD

**Le 6 janvier 2012**

*Alexandre Kazantsev et Camille Lailly*

*A.K. : Bon, alors on va juste répreciser un peu votre parcours*

K.H. : Kamel Hamza, je suis élu UMP à la Courneuve. Je suis président de l'ANELD, association qui compte à peu près 20 élus dans toute la France, de toute sensibilité politique.

*A.K. : Vous avez grandi à la Courneuve en Seine Saint-Denis, où cette question des statistiques ethniques est d'actualité. Est-ce qu'il y a eu d'autres évènements, particularités de votre parcours qui vous ont amené vers cette controverse ?*

K.H. : En fait, les statistiques ethniques, je n'en ai jamais réellement entendu parler « avant ». Je m'y suis intéressé parce que le débat a été relancé et que la réalité a montré que depuis des années les questions de la diversité, de l'intégration, des banlieues, avec tous les termes qui ont été mis en place, questions qu'on posait déjà il y a trente ans en regardant les reportages de cette époque sont toujours les mêmes.

Aujourd'hui on nous explique qu'on a essayé beaucoup de choses, on a fait de la rénovation urbaine, on a détruit, reconstruit les cités, on a parlé de discrimination, on a fait de la politique pour favoriser les quartiers, etc. et puis la réalité c'est qu'aujourd'hui on se rend compte qu'on parle toujours de discrimination, de plus de chômage, de problèmes dans ces quartiers. Or il y a des solutions qui ont émergé de politiques qui venaient peut-être d'outre atlantique, des Etats-Unis par exemple, un modèle qu'on a pu voir avec l'arrivée de Barack Obama. En voyant ça, on peut se dire « Si aux Etats-Unis il y a eu la possibilité de faire de la promo sociale en fonction des origines, comme par exemple pour les afro-américains et latino-américains, il y a peut-être des choses qu'on pourrait utiliser chez nous ». Et en l'occurrence les statistiques ethniques font partie de ces outils qui ont permis de mesurer une réalité liée à la question de la diversité. Quand nous étions là bas, nous avons bien vu que c'était un outil de mesure conçu pour pouvoir mieux corriger des inégalités. Voilà pourquoi nous avons voulu relancer cette question.

*C.L. : Vous êtes fondateur de l'ANELD. C'est donc dans ce cadre que vous avez envisagé la question des statistiques ethniques ?*

K.H. : L'ANELD a été créée en 2008. Sarkozy en avait parlé, il avait fait ses propositions, notamment lors de son discours à Polytechnique où avait été relancée cette question. Il y avait eu un rapport mené par Simone Weill, puis finalement la création d'un Commissariat à la diversité (Comedd) présidé par Yazid Sabeg. Suite à tout ça, on s'était dit que cette question allait devenir une réalité. Et là, d'un coup, on nous annonce que ce n'est plus la bonne chose à faire, on n'en parle plus. On s'est dit « On va aller voir aux Etats-Unis comment ça se passe, et essayer de comprendre, est-ce que c'est réellement des quotas, de la discrimination positive ? ». Et en fin de compte, quand on va là-bas, on s'aperçoit que c'est un outil comme un autre, comme l'observatoire des zones franches urbaines, les outils sur la parité ou les personnes handicapées et qui permet d'arriver à plus d'égalité.

Aujourd'hui on a fait d'un outil un danger, comme si c'était une manière d'utiliser les mesures pour donner plus à certains ; en arriver à penser ça, ça revient à dire que tous les Arabes et les Noirs sont des gens sans compétence, donc en donner une vision extrêmement

péjorative. C'est pour ça qu'on a relancé ce débat, en disant que les statistiques ne doivent pas effrayer, qu'elles sont un outil qui permet de voir concrètement comment les entreprises mettent en place la diversité.

Il y a eu des chartes, des labels, mais quand on demande où on en est, on nous dit « la loi nous empêche de le faire », donc on ne sait pas ce qu'il en est. Nous ce qu'on demande c'est de pouvoir connaître ce qui doit être fait quand une entreprise signe une charte ou un label de la diversité et ce qu'il en est, concrètement et quantitativement. Ce qui nous intéresse c'est d'avoir un outil qui nous permette de voir l'application des labels et chartes qui ont été mis en place par toutes les entreprises et toutes s'en vantent, mais dans la réalité on ne sait pas ce qu'il en est.

*A.K. : Vous avez parlé de la loi justement qui limite les statistiques ethniques. Comment voyez-vous le rôle de la CNIL ? Est-ce que vous trouvez pertinente l'existence d'un tel organisme et son attitude très défensive sur ce sujet ?*

K.H. : La CNIL joue son rôle. Elle veille au fichage. Je crois que dans plusieurs pays la question a déjà été évaluée. De plus, en France, malgré la présence de cette loi, il y a déjà des chercheurs qui font des statistiques d'origine ethnique. Beaucoup de gens en font, et ça n'est pas pour autant que ça crée des problèmes de fichiers. Dans ce que proposait Yazid Sabeg, il y avait une volonté de faire des statistiques ethniques mais également une possibilité de ne pas conserver ces fichiers, de les détruire après l'étude. C'est ce qui se fait actuellement dans beaucoup de pays, et c'est ce que disait François Héran, l'ancien président de l'INED (Institut National des Études Démographiques) : aujourd'hui, on a tous les outils pour les mettre en place ; en ce qui concerne la CNIL, on a des fichiers politiques qui sont mis en place au moment de l'étude et détruits ensuite, et qui n'ont pas de caractère de conservation pour en faire autre chose.

*C.L. : Et en ce qui concerne le principe-même, le fait de demander à quelqu'un des informations à caractère ethnique ? Par exemple, la Licra qui est opposée aux statistiques ethniques, considère que sur le principe, on ne doit pas demander à quelqu'un de telles informations.*

K.H. : C'est un système auto-déclaratif qui a été proposé, donc si vous vous sentez blanc, vous vous notez blanc.

*C.L. : Donc vous seriez plutôt partisan de l'auto-déclaration ?*

K.H. : Oui, on n'impose à personne, on laisse le choix. Dans tous les pays aujourd'hui, c'est auto-déclaratif. Les gens peuvent, s'ils sont noirs, se mettre blancs, s'ils sont blancs, dire « Je me sens noir »... On laisse les gens choisir, il n'y a aucune intention de « forcer ». D'ailleurs, Barack Obama, lorsqu'il a rempli une enquête, alors que tout le monde pensait qu'il allait mettre américain, a dit se sentir afro-américain. Et il est devenu président, et ce n'était pas un problème. Il n'y a qu'en France où on voit des problèmes là-dedans, ça paraît bizarre.

*C.L. : Ce système d'auto-déclaration était ce que proposait Yazid Sabeg, dans le cadre de l'UMP. Savez-vous si aujourd'hui, dans le cadre de la campagne présidentielle, il y a un tel projet mentionné ?*

K.H. : Non, ce n'est pas un sujet qui sera abordé.

*C.L. : Pourtant, au moment de la mise en place du Comedd, le projet était assez conséquent ?*

K.H. : Oui, le projet est bien avancé. Il faudrait interroger Yazid Sabeg, mais c'était bien avancé, oui.

*C.L. : Et donc aujourd'hui tout est gelé ?*

K.H. : Oui, tout. Je crois qu'il y avait même eu une directive du Conseil d'Etat qui accordait la possibilité de mettre en place les statistiques ethniques mais aujourd'hui tout a été bloqué. Avec l'arrivée de la crise, la montée du front national, etc. C'est devenu un sujet tabou.

*C.L. : Donc par rapport à 2007 où ça avait été pas mal abordé, vous trouvez qu'on a régressé dans le débat ?*

K.H. : En 2007 on était dans une situation où il n'y avait pas la crise qu'on connaît aujourd'hui, il y avait du travail, etc., c'était possible d'en parler. Après la crise c'est devenu tabou. D'ailleurs, Yazid Sabeg, on ne l'entend plus, alors qu'on l'avait beaucoup entendu à un moment donné...

*A.K. : Vous disiez tout à l'heure que vous aviez travaillé avec Michèle Tribalat...*

K.H. : Oui, elle avait travaillé là-dessus, sur les différents parcours d'origine, etc., en combinant les origines européennes, maghrébines... Je pense que c'était le début des statistiques ethniques, vers 1997, quelque chose comme ça.

*C.L. : Michèle Tribalat soutient les statistiques ethniques tout comme Yazid Sabeg. Nous avons cependant trouvé un document où elle critiquait le principe d'auto-déclaration. C'est pour cela que nous trouvions intéressant de savoir sur quoi vous aviez travaillé ensemble.*

K.H. : Elle avait simplement fait une enquête, dans laquelle elle prenait en compte l'origine des personnes. Elle avait un fichier de plusieurs parcours, à la fois de français d'origine maghrébines et autres. A partir de là elle a compilé les entrées... C'était l'enquête « Familles », je crois. Ca lui permettait de croiser des données à la fois d'origines, de parcours, de diplômes, etc.

*A.K. : J'ai une question par rapport à ce que vous avez dit précédemment. Vous avez décrit les statistiques ethniques comme un outil permettant de mesurer et ensuite corriger les inégalités. Sur cette phase de correction, justement, par exemple si on prend le CRAN (...), en fait eux préconisent assez clairement une idée de quotas : on fait d'abord une enquête dans une entreprise, et si on voit que par exemple on est dans un quartier où la population issue de la diversité constitue 50% et que dans l'entreprise il y en a deux, là il faut corriger. Comment est-ce que vous voyez cette question de quotas ?*

K.H. : La correction c'est quoi, c'est faire en sorte que l'entreprise ressemble à la société française. Ca n'est pas du jour au lendemain, prendre n'importe qui pour faire correspondre. Dans une société, vous avez des diplômés, et le but c'est de se donner un temps, je ne sais pas, de l'ordre de 10 ans, pour corriger ces inégalités en trouvant des diplômés issus de cette diversité pour que l'entreprise ressemble à la population. Quand on le fait sur la loi SRU, pour les logements sociaux, on ne demande pas au maire du jour au lendemain « Vous allez me construire 20% ». Il y a un échéancier, de la recherche, on recrute et dans le recrutement on essaye de trouver des diplômés qui correspondent plus, à parcours égal, à cette diversité ; je ne sais pas vraiment si on peut parler de favoritisme... Cette diversité, ce sont aussi des

français. Derrière tout ça, il y a aussi une volonté d'arrêter en France l'exclusion. C'est parce que les gens se sentent exclus qu'ils vont aujourd'hui vers l'extrémisme, qu'il soit religieux ou politique, et à force de dire que l'intégration va se faire avec le temps, on finit par créer des quartiers, des réactions communautaires, etc. Après c'est un choix politique : soit on veut continuer comme ça et dans 20 ans il ne faudra pas pleurer si par exemple, les pakistanais réclament un quartier à eux, fermé, soit on essaye d'intégrer tout le monde. L'égalité, c'est aussi l'égalité des parcours. On devient français quand tout va bien, mais quand vous êtes exclus on vous dit « Restez dans votre cité, là-bas, vous y êtes bien ». Il faut faire un choix.

*C.L. : Par rapport à ces statistiques justement. Ici vous parlez de l'entreprise, mais par exemple dans les écoles, vous ne pensez pas que l'instauration de telles statistiques pourrait amener des gens, au moment du choix de l'école de leur enfant, à ne pas réfléchir, ou réfléchir trop vite et accentuer les problèmes qu'il peut y avoir dans certaines écoles ?*

K.H. : On ne va pas forcément faire des statistiques ethniques partout. Aujourd'hui la grosse problématique c'est surtout dans l'emploi : il y a des gens qui viennent des cités qui arrivent à être diplômés, c'est une réalité et ça concerne surtout l'emploi. Maintenant, on a aussi dans l'idée le fait que les bailleurs sociaux, dans nos quartiers, font aussi des immeubles où il n'y a que des maliens, d'autres où il n'y a que des maghrébins... Il y a quand même une volonté de placer les gens en fonction de leur origine ethnique. Donc d'une part il y a des choses, des « placements » qui se font, mais comme tout est hypocrite on ne peut pas vérifier ni contrôler, et d'un autre côté où il faudrait faire des vraies mesures, l'entreprise dit « On a mis le label, la charte donc normalement tout va bien ». Il y a une espèce d'hypocrisie qui fait en sorte aujourd'hui que les jeunes, ou moins jeunes, ne croient plus aux entreprises, parce qu'ils se disent « Oui, c'est bien la charte » et quand ils vont à la cantine, ils voient une population d'une seule couleur. Et, d'un autre côté, quand ils vont dans leurs quartiers, on leur dit « Ah ben toi, tu cherches un logement, ben vous êtes de quelle origine, hein ? Black ? Ah ben on va vous mettre dans tel logement, alors que l'autre dit « moi j'ai pas forcément envie de me retrouver avec [...] » Aujourd'hui il y a une politique qui est mise en place, mais, malheureusement, dans la mesure où il n'y a pas d'outils pour pouvoir vérifier ou contrôler son application, eh bien, au nom de la générosité, on pourra faire de belles choses, mais dans la mesure où on ne peut pas le contrôler ou le mesurer, on se retrouve dans des incompréhensions. Parce que beaucoup de gens font des statistiques ethniques, dans les endroits où ça les arrange, alors que dans d'autres, où ça pourrait permettre de faire de l'égalité, on ne veut pas en faire. C'est ça le problème.

*A.K. : D'accord, donc, pour préciser les choses, vous, vous êtes favorables à une loi inscrite dans la législation française, qui établirait, justement, un contrat, comme vous avez dit, sur 10 ans, avec une entreprise, où d'abord il y a une étude qui est menée, et ensuite l'entreprise doit rendre des comptes à l'Etat français, en refaisant éventuellement une nouvelle étude ?*

K.H. : Non, une loi qui permette d'utiliser les statistiques ethniques. Aujourd'hui, honnêtement, tout le monde en fait ; les chercheurs font des statistiques ethniques, la police fait des statistiques ethniques, les bailleurs sociaux font des statistiques ethniques, même les entreprises doivent en faire. Tout le monde en fait. Le problème, c'est qu'il y a une hypocrisie pour dire, quand on demande les résultats, « ah non, j'en fais pas, vous en faites pas ». La vérité ? Ben qu'on les y autorise ! S'il y a plus d'Arabes et de Noirs dans les prisons, qu'on le dise, mais d'un autre côté, si dans les sociétés il y a plus de blancs et que des blancs, ben qu'on le dise aussi ! On ne peut pas d'un côté ne tendre que le poing, et quand il s'agit de tendre la main à ceux qui veulent s'en sortir, on leur met le poing. Donc il y a une population

dans ce pays qui est baladée d'un côté comme de l'autre et aujourd'hui ça crée de l'exclusion. Aujourd'hui, on a un outil qui a été testé, les Anglo-Saxons ne sont pas plus cons que les Français, ils sont premiers et pas par hasard. Aujourd'hui, s'ils le font, c'est que, quelque part, ça marche. Sinon je pense que les Afro-américains auraient commencé à porter plainte. Ça permet aussi aux associations de pouvoir partir d'une réalité et, si ça n'avance pas, d'aller devant les tribunaux. Aujourd'hui malheureusement, il n'y a que ça qui avance, quoi. La générosité, on nous a dit que ça se ferait naturellement, mais malheureusement, le naturel ne marche pas, il faut être honnête.

*C.L. : On a l'impression que la raison principale qui fait que les gens ont peur des statistiques et, du coup, interdisent les résultats, c'est justement, comme vous l'avez dit, mettons qu'il y ait plus de Noirs ou d'Arabes dans les prisons, souvent on a peur que des organisations comme le FN par exemple utilisent ces chiffres et renverse la donne en ne disant pas « Il y a plus d'Arabes et de Noirs qui sont dans les prisons, mais « Tous les Arabes et les Noirs sont des délinquants ». [C.L.]*

K.H. : Mais c'est ce qu'on dit aujourd'hui ! Le FN, vous écoutez son discours, c'est ce qu'ils disent aujourd'hui...

*C.L. : Vous pensez que cela ne changerait rien en fait.*

K.H. : Oui, aujourd'hui, tout le monde le dit, Zemmour l'a dit...

*A.K. : Il a quand-même été sanctionné.*

K.H. : Oui, mais aujourd'hui il le redit. Le FN le dit...

*C.L. : Vous réagissez comment par rapport à ça ?*

K.H. : La réaction, on va la voir dans trente ans. Honnêtement, ils le diront, le FN l'a toujours dit, trois millions de chômeurs, trois millions d'Arabes, trois millions de trucs, trois millions... C'est des statistiques ethniques. Est-ce qu'on peut le vérifier aujourd'hui ? Non ! Donc, en gros, aujourd'hui, il y a une réalité, aujourd'hui on se sert de l'immigration pour en faire un cheval de bataille parce qu'on n'a pas de chiffres pour pouvoir le vérifier. Donc, soit on se dit : « on met des outils pour pouvoir le vérifier, si c'est vrai, bah qu'on essaye de mettre des politiques publiques pour pouvoir faire en sorte et expliquer pourquoi ça va pas, pourquoi [mystère], est-ce que c'est le fait de l'exclusion ?

Aujourd'hui, tout le monde peut dire n'importe quoi. Et même s'il y a des plaintes, les gens recommencent. Regardez Zemmour par exemple, vous l'écoutez aujourd'hui, il le redit encore et il ne s'en cache pas. Aujourd'hui, même le front national peut dire ce qu'il veut, sur les naissances de noirs, d'arabes... On nous parle de démographie, on nous dit qu'il y a plus de noirs, d'arabes.

Alors aujourd'hui, qu'on mette tout à plat, dans tous les domaines ! De toute façon, on se prend toujours le poing en pleine gueule, avec ou sans la loi : les gens ne parleront toujours que de ce qui ne marche pas. On le voit aujourd'hui, quand on parle des banlieues, on parle de la drogue, de la délinquance, alors qu'il y a des choses bien dont on ne parle pas. Donc à défaut de ne parler que de ça, mettons en place les outils qui permettent de voir la réalité et peut-être de renvoyer à la fois les acteurs publics et les acteurs économiques face à leurs responsabilités en disant « Qu'est-ce que vous faites vous pour que ça avance ? ».

C'est hypocrite de dire qu'on ne veut pas en faire pour ne pas qu'on parle de noirs et d'arabes dans les prisons : c'est juste que certains ne veulent pas laisser leur place. On le voit bien en politique : tout le monde connaît le nombre de députés issus de la diversité à l'Assemblée Nationale, tout le monde le répète et ce n'est pas pour ça qu'on en met plus. Donc aujourd'hui, si sur le principe de « Chacun peut dire ce qu'il veut », par l'espèce de solidarité, le modèle républicain, par ce principe en lui-même on ne peut pas faire avancer les choses, dans ce cas, faisons en sorte de les faire avancer par la loi, et la justice. Sinon, on se retrouvera dans 20 ans, à se poser les mêmes questions.

La problématique elle est là ! Ca fait combien de temps qu'on parle du nombre de députés à l'Assemblée Nationale, on va le faire jusqu'à quand ? Après, il ne faut pas se plaindre que les gens « prennent les armes » et se disent : « Moi mon seul business c'est la drogue, et au moins je ne demande rien à personne, mon quartier c'est mon quartier et vous n'y rentrez pas, puisque vous ne voulez pas de moi, je reste dans mon quartier et je fais ce que je veux ». Parce que les gens, à force, ils ont essayé de trouver un boulot, ça marche pas, ils ont essayé de rentrer ça marche pas, ils se disent « Je vais m'organiser par moi-même ». La problématique elle est là.

*A.K. : Et est-ce que vous pensez que les statistiques ethniques devraient être accessibles à tous ? Est-ce qu'un citoyen lambda doit avoir accès, selon vous, à ces données-là, ou est-ce que ce serait plutôt certains acteurs privilégiés ?*

K.H. : C'est de la statistique publique. Mais il faut que ce soit fait par des organismes crédibles. Il ne faut pas que n'importe qui arrive et dise je fais de la statistique sur mon voisin de palier. Il faut que ça reste de la statistique publique, c'est-à-dire que contrôlée et validée par des institutions, sinon ce n'est plus de la statistique ethnique, ça devient de la statistique raciste.

*C.L. : Et vous pensez que les choses vont mettre combien de temps pour arriver à bouger ? Parce qu'actuellement ça ne va pas, alors peut-être qu'il faudrait attendre que la crise se résorbe ?*

K.H. : Je pense que ça reviendra quand il y aura de la croissance. Quand il y a du boulot pour tous, c'est plus facile d'en parler, de dire « On va partager, on va donner aussi aux plus exclus. » Quand ça ne va pas, qu'il y a moins de boulot, c'est plus dur, les gens disent « Je n'ai pas forcément envie de donner ma place à mon voisin noir ou arabe ».

En plus, à la télé, on ne montre que des délinquants. Les gens se disent « Attendez, ils cassent tout, et en plus il faudrait leur donner du boulot parce qu'ils sont noirs ou arabes ? »

Le problème c'est que les gens pensent qu'on a va favoriser l'emploi aux noirs et aux arabes sans forcément qu'ils soient compétents ; alors qu'aujourd'hui, certains font de grandes études. Il faut arrêter de penser que les noirs et les arabes s'arrêtent tous en cinquième ou quatrième. Il y a des compétences.

*C.L. : Nous avons vu sur le site de votre candidature à la Courneuve en 2008, vous dites avoir longtemps voté à gauche, alors que vous êtes maintenant à l'UMP. Je voulais savoir quel avait été l'élément déclencheur ?*

K.H. : Ce qui se passe, c'est que vous réfléchissez, vous faites des études, vous regardez les choses. La gauche vous explique qu'à chaque fois que vous faites quelque chose c'est grâce à eux, mais vous vous rendez compte que vous avez un père, une mère qui vous éduquent et que la gauche n'est pas forcément votre père et votre mère. En observant les choses que

comprenez que vous pouvez aussi faire des choses par vous-même. Ce n'est pas le maire ou le député qui doit vous donner un boulot ou un logement. La vie est pareille pour tout le monde, dure pour tout le monde. Dans certaines cités aujourd'hui, les gens ne se débrouillent plus par eux-mêmes, il y a une espèce d' »assistanat ». Ils ont besoin du maire, des élus pour pouvoir trouver un boulot ou faire des études. On a le sentiment maintenant que dans les cités, si vous voulez avoir le bac, c'est le maire qui va vous faire réviser... Il y a tout un système qui est en place pour faire en sorte que les gens viennent vers vous et aient l'impression que si vous évoluez c'est grâce à eux. La vie ce n'est pas ça. Il faut savoir se prendre en main pour essayer de décrocher les choses et c'est sûr que quand les gens se bougent et qu'ils ne trouvent pas il faut les aider mais parfois, les choses, vous pouvez les trouver par vous-même.

Par rapport à la gauche, j'avais toujours voté comme ça parce que c'est comme ça dans les quartiers : on vote à gauche, les gens de droite on ne les voit pas ils ont peur d'y aller... Mais c'est en voyant la réalité des choses, en sortant du quartier qu'on se rend compte que la vérité est peut-être ailleurs.

*C.L. : Dans ces quartiers là vous pensez que la mise en place des statistique ethniques seraient vécues comment ?*

K.H. : Aujourd'hui dans les quartiers, il y a une sorte de fatalité. On est tous là à se dire « Bon, on a tout essayé, maintenant qu'est-ce qu'on fait ? »

*C.L. : Et vous ne pensez pas qu'il va y avoir des rejets ?*

K.H. : Il va y avoir des rejets parce qu'il y a quand même un militantisme de la gauche contre les statistiques ethniques. Il s'en veulent pas, je ne sais pas pourquoi, c'est quelque chose qui m'a toujours étonné.

Mais c'est sûr que les gens de la diversité ont plus tendance à se dire « Depuis des années on nous dit qu'on est comme les autres, etc. », mais la vérité c'est que ça ne bouge pas. Donc à un moment-donné, les gens par fatalisme, vont finir par le demander, parce qu'ils n'en peuvent plus.

*C.L. : Pour finir : du point de vue de l'ANELD, vous essayez de relancer le débat, en juillet vous êtes allés aux Etats-Unis. Et maintenant ?*

K.H. : Là on va partir au Canada. On va aller voir comment ils le mettent en place. Eux ont voté une loi, il y a dans les entreprises tout un système qui se met en place. Le Canada, c'est moins polémique que les Etats-Unis, donc on va y aller, voir comment ils mettent ça en place, avec aussi les politiques correctives qui visent à corriger les inégalités.

*C.L. : Et à terme vous voulez proposer un projet, ou plutôt juste montrer que ça marche ailleurs ?*

K.H. : D'un côté on veut susciter le débat et relancer cette question, et à terme, oui, peut-être proposer quelque chose. Mais je crois qu'aujourd'hui, tout est dans les cartons. Honnêtement, tout a été fait, tout a été dit sur le sujet. Il y a des propositions, un décret qui n'a pas été envoyé au journal officiel et qui est dans les cartons... Aujourd'hui ce qu'il faut c'est une volonté politique pour mettre ça en place, tout simplement. Les idées sur la façon de le mettre en place, c'est fait. Aujourd'hui relancer le débat c'est une manière de redire à tous ceux qui ont bossé sur les dossiers « Essayez de remettre tout ça, d'avancer et de mettre en place quelques effets ». J'ai vu Yazid Sabeg, les choses ont bien avancé ; le problème c'est

qu'avec avec la crise ça a bloqué. Parce que sinon, proposer, ce serait proposer quoi ? C'est déjà utilisé depuis plusieurs années dans plusieurs pays. Ici on en a parlé, il y a eu des études de faites... Comme je le disais, il faut juste une volonté politique, tout simplement.

*C.L. : Par rapport aux Etats-Unis, un des arguments de réponse au fait que là-bas ça fonctionne était que là-bas, ça marche parce que les gens ont un fort sentiment d'identité américaine qui rassemble tout le monde, alors qu'en France, ça n'était pas très présent, parce qu'on se sentait plus de son origine que français.*

K.H. : Pas trop de patriotisme ? Oui, bien sûr. Le problème c'est qu'on est français sur des valeurs, et quand vous vivez sur ces valeurs et que la république est bonne pour certains et pas pour tout le monde, on se dit « ces valeurs, j'ai pas forcément envie d'y croire ». Là-bas, ils n'ont pas coupé le lien avec leurs origines, ils se sentent américains mais aussi afro-américains... Il y a vraiment un retour aux origines. Pour la guerre du Vietnam, par exemple : ils ont des stèles où on voit des afro-américains, des latino-américains... A la télé, vous voyez des blacks, vous voyez toutes les origines... En France on en est encore loin. On est encore dans un système « monocolor », où la diversité est encore un symbole. Vous avez le symbole politique, avec Rachida Dati, Rama Yade et Fanel Amara ; le symbole du télé 20h avec « machin »... On est sur des symboles. Et malheureusement un symbole ça ne dure qu'un temps, et quand il est périmé on dit « ça ne marche pas », parce qu'on n'a pas préparé une vraie politique pour sortir du seul symbole. C'est un peu mon analyse. C'est déprimant, non ? (rires) J'ai une vision assez pessimiste de la chose, mais c'est à force de traiter toujours les mêmes sujets qu'on en vient là. Moi, j'aimerais bien parler d'autre chose... Mais c'est parce que ce sont toujours les mêmes sujets qui n'avancent pas qu'on est obligé d'en parler, et d'en reparler ; sinon, ils se retrouvent dans les oubliettes, et un jour ça va exploser.

*A.K. : Bien, merci beaucoup à vous.*

K.H. : Il n'y a pas de problème.